



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
 DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2020-45
 Séance du 05 novembre 2020 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt, le 05 novembre à 18 heures 30, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Briane, Caizergues, Castellon, Deyrat, Lenoir, Oudinot, Perez, Petit, Salgues, Serra
 Mmes Berard, Gouard, Joannot, Palau, Pervent, Suau, Torrandell, Vilaplana

Absents ayant donné procuration : M. Aldon pouvoir à M. Briane, Mme Enjalbert pouvoir à Mme Palau, M. Huber pouvoir à M. Deyrat, M. Viala pouvoir à M. Oudinot

Absents excusés : Mme Balsan

Secrétaire de séance : Mme Irène Vilaplana

Nombre de membres en exercice : 23

Date de convocation et affichage

Présents : 18

Absents : 01

27 octobre 2020

Procurations : 04

Votants : 22

Objet : Demande de remise gracieuse de trop perçu de salaire d'un montant de 1108.30€ net.

M. le maire donne la parole à M. Sylvain Castellon, conseiller municipal délégué aux finances et au personnel, qui expose la demande de remboursement d'un agent de sommes indûment perçues suite à une situation individuelle très particulière.

La dette de l'agent concerné a pour origine une erreur de l'Administration, un problème de saisie d'échelon indiciaire dans le logiciel de paie qui a occasionné des trop perçus de mars à décembre 2019 pour un montant total brut de mille quatre cent cinq euros et quatre-vingt-un centimes (1 405.81 €), soit mille cent huit euros et trente centimes (1 108,30 €) net. L'agent ne s'est pas aperçu de ce changement de montant de sa rémunération, celle-ci comprenant des éléments variables chaque mois. Sa bonne foi n'est donc pas mise en cause.

Considérant la demande de remise gracieuse formulée par l'agent en date du 13 octobre 2020, le Conseil Municipal, par délibération, est seul compétent pour admettre ou rejeter partiellement ou en totalité ces demandes.

Ceci étant exposé, il est demandé au conseil municipal de bien vouloir, adopter les termes de la délibération suivante :

Le conseil municipal

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 05 novembre 2020 fixant les règles en matière de remise gracieuse de trop perçus de salaire,

Entendu le rapport de présentation,

Considérant le recours gracieux demandé par cet agent municipal par courrier en date du 13 octobre 2020, la réalité de l'erreur technique de l'Administration, la situation particulière de l'agent concerné, sa bonne foi et l'absence de faute commise par lui.

Considérant que les sommes indûment perçues s'élèvent à mille cent huit euros et trente centimes net.

Le conseil municipal après échange, sur proposition de M. le maire et à l'unanimité décide :

- d'accorder à cet agent une remise gracieuse partielle pour un montant de trois cent euros (300 €) nets avec restant à la charge de l'agent la somme de huit cent huit euros et trente centimes (808, 30 €)
- d'autoriser M. le maire à signer tout document relatif à ce dossier.

Lavérune le 05 novembre 2020

Roger CAIZERGUES
Maire



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État.
Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 7.1.1